

SYNTHESE

ASSOCIATIONS FORESTIERES EN AFRIQUE AUSTRALE: LE MOMENT DE RELEVER DE NOUVEAUX DEFIS

Harrison Kojwang & Yonas Yemshaw



Le Forum Forestier Africain (FFA), dans une étude sur les associations forestières professionnelles en Afrique australe, a constaté que la majorité de ces associations autrefois actives étaient devenues moribondes pour différentes raisons. Cependant, l'Afrique du Sud reste une exception en ce sens qu'elle compte un certain nombre d'associations forestières actives, soutenues par une forte base industrielle. Elles sont bien placées pour influencer les politiques gouvernementales en faveur du secteur forestier. En outre, plusieurs pays comme le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe possèdent des associations de producteurs, négociants et fabricants en produits forestiers. Malgré cela, il y a un intérêt énorme dans pratiquement tous les pays à renforcer, relancer ou créer de nouvelles associations forestières; largement motivée par la génération de revenus, une politique avant-gardiste de réduction de la pauvreté et, plus récemment, les nouvelles opportunités pour la foresterie de réduire les émissions de CO₂ selon des schémas de réduction des émissions issues de la déforestation et du déboisement (REDD +) ou de Mécanisme de Développement Propre (MDP) de Kyoto. Le FFA considère que le moment actuel est opportun pour renforcer, établir ou rétablir les associations professionnelles dans un continent qui devient de plus en plus conscient du rôle potentiel des forêts et des arbres, leur contribution aux revenus nationaux, aux moyens de subsistance, et à la stabilité de l'environnement.

PROBLEMATIQUE

Le secteur forestier de nombreux pays africains, sauf pour quelques uns, est resté pendant longtemps dans un état de déclin, causé par plusieurs facteurs, allant du faible financement public à la pénurie de personnel qualifié pour répondre aux nouveaux défis, aux problèmes de gouvernance, et un certain nombre de facteurs externes. Ces facteurs sont responsables des taux élevés de déforestation, de la dégradation des forêts notées dans certains pays, et de la conversion des forêts à d'autres usages. Malheureusement, le déclin général du secteur a été concomitant avec l'affaiblissement des associations forestières professionnelles autrefois actives. Autrement ces associations auraient pu intervenir pour mettre en exergue ces menaces, ainsi que les opportunités dans le secteur, regrouper les différents acteurs du secteur pour défendre l'éthique de la pratique professionnelle, promouvoir l'investissement dans le secteur, offrir un forum éclairé à travers lequel la société civile pourrait apporter ses contributions au

secteur, et aussi influencer les politiques gouvernementales. Ainsi, pendant que le dialogue international sur les forêts faisait rage, un certain nombre de pays et même d'organisations inter-gouvernementales n'ont pas pu y participer à la hauteur de leur potentiel. Des associations professionnelles fortes, visibles et actives peuvent jouer un rôle crucial en aidant à interpréter et à traduire les politiques mondiales en programmes nationaux applicables, à appuyer le suivi et la documentation de leur mise en œuvre, ainsi qu'à supporter les gouvernements dans la négociation de leurs conditions au cours de ces débats. Le statut généralement inactif de ces associations, et ses conséquences pour l'Afrique, est devenu un problème préoccupant que le FFA a sérieusement pris en compte tout au long de l'étude.

APPROCHE DE SOLUTION

Le rapport a suggéré un certain nombre de mécanismes que le FFA et ses partenaires pourraient utiliser pour aider à renforcer, établir ou raviver ces associations. En général, les investissements initiaux pour renforcer ou créer des associations

professionnelles forestières pourraient être concentrés sur les pays ayant certains attributs tels que:

- une couverture forestière relativement élevée;
- des plantations industrielles viables;
- des forêts naturelles exploitables pour le commerce;
- un engagement substantiel existant ou potentiel pour le schéma REDD +;
- une contribution substantielle aux moyens de subsistance et à la protection de l'environnement;
- un nombre impressionnant de forestiers professionnels.

Comme cas spécial, les Etats insulaires, avec un couvert forestier limité, excepté Madagascar, pourraient constituer un corps professionnel commun sous l'égide de la Commission de l'Océan Indien. Ceci reviendrait à une association professionnelle unique multi-pays. Pour des pays comme le Botswana et la Namibie, ayant des forêts et steppes boisées de savane sèche, la formation "d'associations de gestion des savanes boisées", avec comme membres des spécialistes de la foresterie, des pâturages, et de la faune est conseillée.

STRATEGIES EN COURS

Des 10 pays impliqués dans l'étude, l'Afrique du Sud possède des associations à la fois actives et très influentes à savoir *Forestry South Africa* et le *South African Institute of Forestry*. Leurs structures, fonctions, plans d'action et expériences pourraient être partagées avec les pays aspirant comme Madagascar, Malawi, Mozambique, Zambie et Zimbabwe. Madagascar a une association professionnelle, mais dont les fonctions ont été limitées par la situation économique et politique actuelle du pays. Il servirait bien au FFA et ses membres d'obtenir l'appui des deux principales associations de l'Afrique du Sud pour soutenir les progrès dans d'autres pays, un rôle qu'il serait certainement enclin à jouer, au vu des intérêts de son industrie dans le reste de la région. Par exemple, il ne serait pas difficile de faire revivre une association dans un pays tel que le Zimbabwe qui avait une association professionnelle bien organisée et qui a été affectée par plusieurs années de turbulences économiques et politiques. Cependant, et comme de nombreux pays qui n'avaient pas ou avaient perdu leurs associations professionnelles, une association basée sur l'industrie, la Fédération des producteurs de bois du Zimbabwe, a contre toute attente, survécu à la tourmente économique. La Zambie et le Mozambique ont des associations composées de concessionnaires et des exportateurs.

Le soutien des secteurs forestiers par des associations professionnelles actives et visibles est un impératif si l'Afrique veut revendiquer sa juste part des responsabilités et des bénéfices tirés de la production provenant du secteur forestier, des produits industriels et des avantages découlant du commerce du carbone et des services des écosystèmes. Ces associations ont la capacité de promouvoir le professionnalisme et l'éthique, réduisant ainsi considérablement les activités illégales, et augmentant la productivité dans le secteur forestier.

Appel à l'Action

Après tant d'années d'investissement public dans l'éducation et la recherche en foresterie, ainsi que des investissements dans la gestion des forêts et ressources forestières, les gouvernements et peuples de l'Afrique australe, devrait logiquement s'attendre à des normes élevées de pratique professionnelle dans la gestion de leurs forêts et ressources forestières. Ce faisant, elle aidera à renverser l'image généralement médiocre de la profession forestière et du secteur forestier.

Une bonne image de la profession et le secteur devra, entre autres, aider à raviver les investissements dans le secteur, renforçant ainsi son rôle dans la réduction de la pauvreté, la transformation avec valeur ajoutée, et plus généralement la fourniture de biens et services. De cette façon, les associations professionnelles représenteraient les «voix» et les «visages» de la gestion forestière durable dans les pays individuels et dans la région. À cet égard, le continent Africain, et plus particulièrement cette région d'Afrique australe, devraient profiter de ce que l'année 2011 est élue Année internationale des forêts, pour soutenir le développement d'associations professionnelles solides qui offrent la possibilité de défendre les principes de gestion durable des forêts. Ceci attirerait sans aucun doute plus d'investissements dans le secteur forestier.

Sources

Commonwealth Forestry Association: http://en.wikipedia.org/wiki/Commonwealth_Forestry_Association ,

Forestry South Africa, 2009: South African Forestry Facts 2007-2008.,

Francois, T. (1966) The functions of professional forestry associations. A paper commissioned for the sixth World Forestry Conference. FAO Corporate Document Repository, accessible on <http://www.fao.org/docrep/55408e/55408e04.htm>

Le soutien du FFA et de ses partenaires pour relancer ou créer de nouvelles associations professionnelles pourraient inclure:

- l'organisation de séances de sensibilisation niveau pays ;
- l'approvisionnement en "fonds de démarrage" pour les activités de base en vue de leur renforcement ou création ;
- la facilitation des rencontres régionales des principaux membres nationaux de l'association pour l'échange d'expériences ;
- la création d'un groupe de travail régional ou d'une association faitière régionale pour faciliter le partage d'expériences et maintenir la dynamique des associations dans la région ;
- la culture de l'esprit de «champions» au sein les membres ;
- le parrainage des membres sélectionnés pour la participation aux rencontres régionales et internationales.

Notre adresse

The Executive Secretary,
African Forest Forum (AFF)
United Nations Avenue, Gigiri,
P.O. Box 30677-00100, Nairobi, Kenya

Phone: +254 20 722 4203,
Fax: +254 20 722 4001

Email: exec.sec@afforum.org
Website: www.afforum.org

Traduit de l'anglais par:
New Alliance Publishers